

L'improbable, une lecture éclairante de la territorialité

En 1994, l'historien François Walter publiait « La Suisse urbaine 1750-1950 »⁷, un ouvrage essentiel pour tous les praticiens de l'environnement construit qui se préoccupent d'inscrire leur pratique dans une perspective temporelle. Depuis, il poursuit avec méthode ses recherches, balisées par plusieurs publications remarquables consacrées à l'histoire de l'environnement, du paysage ou des catastrophes. Entretien.

TRACÉS : Pourquoi s'intéresser, en tant qu'historien, au territoire et au paysage ?

François Walter : Lorsque vous vous aventurez sur ce terrain de recherche, vous êtes tout de suite confronté à des cloisonnements disciplinaires. Les objets comme la ville, le paysage, le territoire, on ne sait pas vraiment qui s'en occupe, parce qu'il n'y a pas de véritable « science de la ville et du territoire ». L'urbanisme n'est pas une urbanologie, la terminaison « -isme » désignant non pas des sciences mais plutôt des idéologies. C'est donc assez curieux. Nous nous trouvons face à un domaine où il n'y a pas une science légitime, même si on a fait beaucoup d'efforts pour la constituer au début du XX^e siècle¹. L'objet échappe à une appréhension globale. Tout le monde s'en occupe, mais en même temps, personne n'en est responsable. Quand on écrit sur la ville et le territoire, on ne sait pas vraiment à qui l'on s'adresse dans la communauté scientifique. Ce qui compte aujourd'hui, c'est de produire un discours qui soit légitimé par des pairs, en supposant qu'il y ait une communauté scientifique qui accueille et critique l'objet de ce discours. Dès lors, je me suis toujours senti un peu en porte-à-faux. J'ai de bons contacts avec des chercheurs de nombreuses disciplines, architectes, urbanistes, écologues, géographes, historiens, et également avec des artistes et des littéraires, tout en étant gêné aux entournures par l'enfermement universitaire dans un seul de ces champs. Mes objets de recherche conservent un caractère « trop improbable »,

¹ Voir l'article FRANÇOIS WALTER, « Clerget et l'urbanisme : une science urbaine fragmentée au tournant de 1900 », in JEAN-CLAUDE PONT [e.a.] (sous la dir. de), *Pour comprendre le XIX^e : histoire et philosophie des sciences à la fin du siècle*, Firenze, Leo S. Olschki Editore, 2007, p. 473-491

m'a-t-on dit, pour être appréciés comme tels par les historiens auxquels je suis rattaché dans le monde académique.

T. : Vous anticipez sur la deuxième question, qui porte précisément sur la réception, de la part des « professionnels de l'espace », architectes et urbanistes, d'ouvrages historiques consacrés à la ville et au territoire. Est-ce que, selon vous, l'histoire a une influence sur la pratique du territoire ?

F. W. : Il y a plusieurs niveaux de réponse à une question comme celle-là. A priori, le monde de l'architecture, de l'urbanisme et du patrimoine est très réceptif et très demandeur de réflexion historique. Ce sont des pratiques attachées à la tradition disciplinaire qui sert à donner une profondeur à ce qu'elles entreprennent. Comme s'il y avait, chez ces professionnels, le besoin de s'ancrer dans le temps et pas seulement de laisser leur empreinte sur le territoire. Quand je lis les comptes rendus qu'ont publiés les différentes revues de mes travaux, car c'est cela qui est déterminant si l'on veut mesurer la réception d'un discours, je constate que les revues d'urbanisme et de géographie ont toujours été les premières à réagir en publiant des recensions bienveillantes de mes livres.

En revanche, ces mêmes ouvrages ont souvent bénéficié d'une réception mitigée du côté des historiens traditionnels, manifestement embarrassés par des problématiques qui échappent au cloisonnement des sacrosaintes périodes et à l'enfermement dans un espace limité.

Ensuite, il y a un second niveau, qui me laisse davantage perplexe. Je me demande toujours si l'historien n'est pas un alibi pour montrer qu'on est ouvert à une certaine dimension culturelle, que du passé on ne fait pas toujours table rase. N'est-il pas simplement



Fig. 1 : Félix Vallotton, « Paysage de ruines et d'incendies » (1914), huile sur toile (115,2 x 147cm), Kunstmuseum Bern, Schenkung Stiftung Gemäldesammlung Emil Bretschger. La Première Guerre mondiale a montré, pour la première fois, que l'humanité était capable de s'autodétruire. (© Kunstmuseum Bern)

de bon ton d'avoir un historien à ses côtés, pour obtenir au moins un « historique » de la question ? S'il y a un mot que je déteste absolument, c'est le mot « historique ». En abordant une question, on croit utile de commencer par un « historique ». Ce qui signifie identifier un certain nombre d'éléments du passé, de les agencer en propos liminaires, et ensuite on peut s'adonner aux choses sérieuses parce qu'on a sacrifié au rituel de l'« historique ». Au contraire, je revendique comme historien une historicité fondamentale et constitutive, c'est-à-dire que dans tout processus qui concerne le territoire, il y a une condition historique qu'il faut intégrer et avec laquelle on ne règle pas simplement ses comptes par quelques lignes ou quelques pages d'un « historique ».

Dès lors, comment intégrer l'histoire à la pensée, à la création urbaine et à l'action sur l'espace ? Cette préoccupation me poursuit et souvent d'une manière quelque peu incantatoire, je termine un travail en me demandant à quoi cela va-t-il servir de consacrer tant de pages aux usages sociaux du paysage et du territoire. Il importe que cet effort réflexif débouche sur l'action, car si nous faisons de l'histoire, ce n'est pas seulement pour occuper des loisirs studieux, mais parce que nous sommes nous-mêmes historiques, c'est-à-dire dans l'histoire en train de se faire, soit partie prenante de ce processus d'historicité ou d'inscription dans le temps de la pratique territoriale.

Comme intellectuel, je n'ai pas la prétention d'agir au sens de « fabriquer du territoire », mais j'ambitionne au moins d'agir dans le sens d'une action réflexive. C'est-à-dire d'ap-

préhender les faits sociaux dans toutes leurs dimensions, y compris la dimension historique, pour essayer de rendre intelligibles les processus qui inscrivent toute pratique dans le territoire. Ce que nous appelons la territorialité.

T. : Dans votre ouvrage « La Suisse urbaine », vous citez Henri Lefebvre, pour qui chaque société produit son espace. Dès lors, l'historien et les praticiens ont-ils réellement la faculté de produire de l'espace, ou ne sont-ils que des acteurs parmi une multitude d'autres ?

F. W. : L'ouvrage auquel vous vous référez date de 1994, il a donc été écrit au début des années quatre-vingt-dix. Il importe toujours de situer les différents travaux dans leur temps et c'est vrai que dans celui-là, je demeure très marqué par l'approche structurale, qui a dominé les sciences sociales jusque dans les années 90. Ce qui m'a intéressé pendant longtemps, c'étaient les grands mécanismes, les macroprocessus structurants, (industrialisation, modernisation, urbanisation, désenchantement du monde, désacralisation, territorialisation). J'ai été très attaché à ces conceptions englobantes. L'identification de leurs rythmes a scandé mes années de formation. Ensuite, les choses ont beaucoup évolué.

En histoire, en effet, on ne cesse depuis 1989 (probablement en phase avec la fin des grandes idéologies ?) de négocier différents « tournants », linguistique, critique, pragmatique, culturel, plus récemment spatial (le *spatial turn*)². De ces changements de paradigme, il faut surtout retenir qu'on ne s'est plus seulement préoccupé des grands phénomènes structurants, mais que l'on a commencé à s'intéresser aux acteurs porteurs de ces processus. Dans le terme « acteur », on voit bien qu'il y a une marge de liberté dans laquelle le sujet individuel a la possibilité de s'exprimer. Depuis les années 1990, toute la pensée historique tient compte non seulement de ces grands phénomènes explicatifs (les forces profondes comme on disait), mais elle essaie de dire qu'il y a des acteurs autonomes capables de négocier et pas seulement des agents conditionnés, emportés par le cours de l'histoire. La modernisation, elle, n'existe qu'incarnée par des individus, des personnes qui ont des idées et des intérêts, qui essaient de partager leurs aspirations et de réaliser un objectif, tout en étant pris dans des contraintes sociales et économiques – ceux qui font du projet me comprendront aisément –, dans le contexte desquelles existe néanmoins une certaine marge de liberté. C'est ce qu'on appelle les ressources.

On ne peut pas faire l'économie de cette double problématique. La chronologie de mon œuvre est jalonnée par un déplacement de la première vers la seconde tout en maintenant le dialogue. Et je reste convaincu que, sans une solide



formation d'histoire économique et sociale, on ne peut pas faire de la bonne histoire culturelle. A la fois être bien conscient que nous sommes pris dans un réseau de déterminations de toutes sortes, avec lesquelles il faut sans cesse composer, et porter son attention aux manières de se penser (individuellement ou comme groupe) dans le territoire et de penser ce territoire. Le rêve d'un territoire vide d'hommes et lisse n'est qu'un beau mythe d'aménageur ! Dans tout processus décisionnel, il y a énormément d'incertitude, et l'on agit souvent de manière imprévisible même si on s'invente une rationalité a posteriori. C'est ce dont rend bien compte une autre notion à laquelle je tiens énormément, le concept de « configuration », emprunté à Norbert Elias³.

En étudiant plus récemment le paysage, les risques et les catastrophes, je me suis d'emblée inscrit dans cette optique. Prenez le paysage, on arrive à en proposer une définition. Il existe dans une réalité qui nous est extérieure, tout en étant avant tout un regard. Cette approche suppose un dialogue permanent entre ce qui existe en dehors de nous et le regard que l'on porte sur cette réalité. Comment analyser le regard paysager ? Qui fabrique ce regard ? Comment fonctionnent les schèmes paysagers qui préexistent au regard ? Quels groupes sont susceptibles de légitimer et de mobiliser les schèmes paysagers dans des contextes sociaux mouvants, dans quels buts ? N'y-a-t-il pas des idéologies paysagères ? A toutes ces questions, j'ai tenté de répondre dans un livre intitulé *Les Figures paysagères de la nation*. L'objectif était de saisir comment, durant la modernité, entre le XVI^e et la fin du XX^e siècle, les nations se sont construites en produisant du paysage. Vous voyez le double mécanisme à l'œuvre, à la fois des grands processus structurants comme la construction de l'Etat-nation et, de l'autre côté, un enjeu, le paysage, par définition, approprié par des acteurs et des groupes sociaux (des configurations mouvantes), mis en scène, mobilisé dans de multiples usages, support de valeurs parfois contradictoires.

² Voir FRANÇOIS WALTER, « Une autre histoire sociale », in *Revue suisse d'histoire*, 47 (1997), n° 1, pp. 59-66

³ Pour l'expliquer, Elias prend l'exemple d'un terrain de football, où s'agitent les joueurs. De celui qui est centre-avant, on attend qu'il marque des buts, mais il ne peut rien faire tout seul. Il est solidaire d'un réseau d'interactions, un petit réseau social en quelque sorte, avec lequel il doit composer. Et c'est le résultat d'interactions multiples qui fait qu'à un moment donné du match, un homme va recevoir un bon ballon et marquer le but. La société fonctionne un peu de cette manière. Nous sommes intégrés dans des configurations. On peut avoir des idées, mais toute pratique résulte de compromis et de négociations. Et l'objet de l'histoire est de démêler ces configurations pour en faire un récit intelligible à partir des traces laissées par les acteurs.

⁴ FRANÇOIS WALTER, *Les Campagnes fribourgeoises à l'âge des révolutions (1798-1856): aspects économiques et sociaux*, Fribourg, Editions universitaires, 1983, 519 p.

T.: *Qu'est-ce qui, dans votre biographie, vous a amené à vous intéresser aux questions urbaines et au territoire ?*

F. W.: Il y a à la fois un tournant, dû au hasard, et une logique. Ma formation est celle d'historien économique puisque j'ai écrit une thèse sur l'agriculture dans le Canton de Fribourg, en étant très influencé par le grand historien de l'économie qu'est Jean-François Bergier⁴. En fait, au départ, je voulais faire de l'histoire de l'industrie, et plus précisément étudier l'importance de l'électricité dans le développement économique du Canton de Fribourg. Je souhaitais analyser les magnifiques archives de ce qui s'appelait à l'époque les EEF (Entreprises électriques fribourgeoises), mais comme j'étais un peu gauchisant, on ne m'a pas laissé accéder à ces archives. Alors je me suis dit que, à défaut de travailler sur l'industrie, j'allais explorer ce qu'il y avait avant, c'est-à-dire l'agriculture ! Très vite, je me suis découvert une passion pour le paysage agricole. J'ai dû lire les ouvrages des géographes sur le façonnement et les classifications des paysages agricoles. Durant les années 70, commence la grande période de nostalgie pour la vie à la campagne. Mon sujet cadrerait avec les préoccupations des gens, cette nostalgie pour ce qui fleurit l'archaïsme, avec une mythification extrême de tout ce qui touchait à la vie rurale.

Quand j'ai terminé, il s'est agi de trouver une orientation professionnelle pour valoriser mes compétences. Après avoir enseigné dans le secondaire avec beaucoup de plaisir, la grande opportunité a été d'être engagé à l'Institut de géographie de l'Université de Fribourg, dirigé par celui que je considère comme mon maître, tant son enseignement et ses encouragements ont été décisifs. Je parle de Jean-Luc Piveteau, l'un des intellectuels qui a pensé le territoire en Suisse romande, puisqu'il a été partie prenante des initiatives qui, dès le tournant des années 1960 et 1970, ont lancé l'aménagement du territoire. Il fait partie de la génération des pionniers tout en défendant une vision humaniste dans un champ défini alors de manière très normative.

Jean-Luc Piveteau m'a donc demandé d'enseigner la géographie historique, d'où mon transfert des historiens chez les géographes. Quel dépaysement et quel défi puisqu'ils me regardaient forcément un peu de travers, puisque je n'étais pas du tout formé aux courants épistémologiquement en vogue, soit à une géographie appliquée à l'aménagement ou, au contraire, à une géographie très théorique et très quantitative.

Le gros défi a donc été de légitimer ma place au sein de ce milieu scientifique. Il me fallait trouver des objets transversaux, qui me permettaient à la fois de mettre en œuvre mon *habitus* d'historien, mais, en plus, de croiser la dimension du

Fig. 2 : Friedrich Dürrenmatt, « Die Katastrophe » (1966), gouache (82 x 61cm), collection privée. François Walter : « Ici la catastrophe est liée à l'activité des hommes. C'est le collapse des systèmes techniques hypersophistiqués qui conduit à la catastrophe. Ce type de perception est caractéristique des années 1970 et devient dominant dans ce qu'il est convenu d'appeler la « société du risque ». Le risque industriel (avec les accidents des usines chimiques ou les naufrages de pétroliers) illustre la réalité de ces craintes. » (© Ch. K. D.)

temps avec la dimension spatiale. Depuis, la ligne directrice de mon travail a toujours été de croiser l'espace et le temps. L'histoire de la gestion concertée du territoire, tel était l'objet de recherche idéal qui s'est imposé à moi.

J'ai donc commencé, au début des années 1980, à travailler sur l'histoire de l'aménagement du territoire, avec le projet d'en faire un livre. Je me suis vite rendu compte qu'il y avait des thèmes fondamentaux comme le foncier, la propriété, les dénivellations régionales, les représentations de l'espace, autant de thèmes essentiels quand on veut travailler sur le territoire.

En 1986, occupé à mon livre sur l'aménagement, j'ai eu la chance d'être nommé professeur d'histoire à Genève. J'avais déposé ma candidature sans aucune illusion, après avoir vu par hasard au dernier moment l'annonce dans un journal genevois. Par un concours de circonstances, ma candidature a été retenue, alors même que je n'avais que 36 ans et que personne ne me connaissait ! Ce n'était apparemment pas très logique que l'on retienne un Fribourgeois, de surcroît catholique, pour le nommer professeur d'histoire de la Suisse, le jour du 450^e anniversaire de la Réforme !

T. : Comment avez-vous vécu ce retour chez les historiens ?

F. W. : Il s'est agi à nouveau de légitimer ma présence par un travail original, et je ne voulais surtout pas abandonner ma double préoccupation de l'espace et du temps. Je me suis laissé porter par les attentes sociales du moment. J'ai aussi bénéficié des connections internationales que procure un poste de professeur d'université, en publiant par exemple dans toutes les revues qui comptent pour le champ disciplinaire, en étant aussi traduit dans de nombreuses langues⁵.

En ce qui concerne les grandes directions de recherche, vous savez que les années 80 ont marqué l'échec de l'aménagement normatif ou, en tous les cas, la fin d'une parenthèse euphorique dans les vertus de la planification. L'entrée en vigueur de la Loi sur l'aménagement du territoire en 1980 (LAT) a été à la fois un aboutissement et la fin d'une époque, parce que déjà émergeait une autre problématique, celle de l'environnement. La LAT est comme reléguée par la Loi sur la protection de l'environnement en 1983 ! L'aménagement, c'était la grande préoccupation sociale des années 70, mais très vite, cette préoccupation a ainsi été supplantée.

C'est ainsi que je suis passé de l'aménagement à l'environnement avec l'opportunité de rédiger en 1989-90 un petit livre⁶. Aujourd'hui, il devrait être actualisé et complété, mais il a eu le mérite de mettre en perspective, depuis le XVIII^e siècle, un certain nombre d'attitudes mentales et de comportements face à ce que nous appelons aujourd'hui environ-

nement. Il fait l'histoire de la conscience environnementale contemporaine, évoque déjà le réchauffement climatique et a été perçu comme extrêmement novateur dans le domaine de l'écohistoire. Parmi mes travaux, c'est le livre qui a eu le plus d'audience en Suisse. Pratiquement tous les journaux en ont parlé, il a été traduit en allemand, un beau succès d'estime pour un écrit académique.

Dans la foulée se situe la rédaction de *La Suisse urbaine (1750-1950)*⁷, dont je considère que c'est l'un de mes meilleurs livres. L'idée était évidemment, en allant jusqu'en 1950, de proposer une sorte de protohistoire de cet aménagement du territoire, objet de mon intérêt et sur lequel je n'ai pas encore eu le temps d'écrire la synthèse projetée. Ce nouveau livre n'a pas eu un écho considérable en Suisse, mais a été remarqué à l'étranger. Je pense en particulier au compte rendu louangeur de Bernard Lepetit, un grand spécialiste français malheureusement trop tôt décédé. Je crois que les historiens suisses ont plutôt ignoré cet ouvrage, car à nouveau il concerne un objet assez improbable. Personne n'enseignait l'histoire sociale de la ville, ni son rôle matriciel dans la culture.

L'étape suivante est celle des plus grands espaces. Le changement d'échelle est quelque chose d'important dans ma démarche intellectuelle. Vous savez que l'historien travaille sur des sources premières et que tout ce qu'il affirme est corroboré par des documents d'archive. Tout naturellement, par commodité d'accès, il est amené à commencer par le local. Mes premiers travaux ont porté sur la ville de Fribourg. Ensuite ma thèse a exploré un espace cantonal avant que je n'élargisse mon questionnement à la Suisse. Ce cheminement doit beaucoup à l'influence de Jean-Luc Piveteau, qui ne comprenait pas qu'un historien puisse s'enfermer dans une échelle restreinte mais plaidait la variation des échelles (d'espace et de temps d'ailleurs). Je me souviens d'une discussion en 1969 à une terrasse de café dans le port de Honfleur. C'est là, dans les senteurs océaniques, que j'ai réalisé l'aporie de se confiner à une échelle monographique très locale. Il importait de varier la focale pour saisir l'enrichissement que l'opération apporte à la compréhension des problèmes.

Concrètement, je suis passé du local au régional, puis au national, avant d'oser la perspective d'histoire croisée à l'échelle européenne, mais toujours en sachant que ce ne sont pas les mêmes objets qui se révèlent à nous. Ces perspectives ne s'emboîtent pas mécaniquement, mais se chevauchent et sont en intersection. Ici j'ai été servi par deux opportunités. La première a été de rédiger une *Histoire de l'environnement européen*⁸, dont j'ai traité de la partie moderne et contemporaine. Parallèlement, on m'a demandé

de participer à l'*Histoire de l'Europe urbaine*⁹, en rédigeant le chapitre qui concerne la période de 1800 à 1950. Adopter une perspective transnationale, c'est se confronter à la réalité des transferts culturels et des interactions entre les traditions nationales. On découvre tout autre chose qu'une addition de spécificités !

S'il y a une logique du changement d'échelle dans ma trajectoire, celle-ci est également infléchi par tous les changements de paradigme que l'histoire a dû négocier depuis la fin des années 1990. En effet, pour comprendre l'évolution récente de la pensée historique, il faut rappeler qu'il y a eu un véritable bouleversement depuis le début des années 1970, quand c'était l'histoire de l'économie qui prédominait. Ce fut ensuite l'histoire du social qui a irrigué la recherche, étape suivie par une inflexion non exclusive vers ce qu'on appelait l'histoire des mentalités, avant de parler d'histoire des représentations, d'anthropologie historique puis d'histoire culturelle.

Dans cette circulation des questionnements, la question du paysage occupe une place de choix. Il me fallait un objet sur lequel je puisse expérimenter les méthodologies de l'histoire des représentations dans une perspective transnationale. La perception du paysage et de ses usages sociaux¹⁰ répondait bien aux attentes postmodernistes de la fin du XX^e siècle et aussi à une forme nouvelle d'écriture de l'histoire. Certains commentateurs ont affirmé que ce livre constituait l'une des premières mises en œuvre de ce qu'on a appelé le « tournant critique » en histoire, ce passage d'une histoire structurale pure à une histoire pragmatique et constructiviste qui intègre la dimension des acteurs et les représentations, en suivant une herméneutique dite du « réalisme restreint ».

Après ce livre sur le paysage, on arrive aux catastrophes¹¹. Il s'agit d'une démarche en résonance aux attentats du 11 septembre 2001, qui ont imposé une réflexion sur l'insécurité et,



2

plus généralement, sur la problématique des risques. J'avais pressenti que ce thème allait devenir l'une des préoccupations majeures de notre temps et qu'il fallait l'articuler avec le sentiment d'une recrudescence des catastrophes naturelles, phénomène particulièrement médiatisé avec le tsunami de 2004, puis avec la préoccupation lancinante du réchauffement climatique et des maladies virales émergentes.

T. : Dans le domaine des catastrophes naturelles, quel est votre sentiment face au comportement de nos sociétés devant la menace ? S'agit-il d'une demande sociale de sécurité particulièrement forte dans notre époque contemporaine ?

F. W. : Il est indéniable que le besoin sécuritaire est devenu obsessionnel dans nos sociétés, lesquelles sont particulièrement vulnérables. Voyez notre dépendance envers l'électricité : si une panne dépasse quelques heures, c'est le chaos. Dès le moment où l'on commence à en pâtir parce qu'on a vécu soi-même un incident – ceux qui prennent le train entre Lausanne et Genève en savent quelque chose –, forcément, il en reste l'incertitude fondamentale qui imprègne notre temps. Cette incertitude est exponentielle au vécu de petites expériences personnelles très concrètes. De plus, quand les médias répercutent des menaces comme la vache folle ou la grippe aviaire, le terrain a déjà été préparé dans les mentalités. Même si personne n'a vu le virus, les images lointaines de poulets que l'on abat en Asie suffisent à matérialiser le risque. Autrement dit, pour le public, la seule image virtuelle suffit.

En ce qui concerne le réchauffement climatique, c'est le même genre de crainte. « Monsieur tout le monde » a son avis sur la question par des propos de café du commerce. Un tel est allé se promener en montagne et a constaté que

⁵ Des textes de François Walter ont été publiés en allemand, anglais, italien, espagnol, hongrois, croate, grec et japonais. Il a publié dans les grandes revues européennes comme *Annales E.S.C.*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, *Etudes rurales*, *Quaderni storici*, *Storica*, *Journal of Historical Geography*, *Journal of alpine research*, etc.

⁶ FRANÇOIS WALTER, *Les Suisses et l'environnement : une histoire du rapport à la nature du XVIII^e siècle à nos jours*, Genève, Ed. Zoé, 1990, 294 p.

⁷ FRANÇOIS WALTER, *La Suisse urbaine (1750-1950)*, Genève, Ed. Zoé, 1994, 447 p.

⁸ FRANÇOIS WALTER (avec ROBERT DELORT), *Histoire de l'environnement européen*, Paris, PUF, 2001, 352 p.

⁹ FRANÇOIS WALTER (avec JEAN-LUC PINOL), « La Ville contemporaine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale », livre 4 de JEAN-LUC PINOL (sous la direction de), *Histoire de l'Europe urbaine. II. De l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Ed. du Seuil, 2003, pp. 9-275

¹⁰ FRANÇOIS WALTER, *Les Figures paysagères de la nation : territoire et paysage en Europe (16^e-20^e siècle)*, Paris, EHESS, 2004, 521 p.

¹¹ FRANÇOIS WALTER, *Catastrophes : une histoire culturelle XVI^e-XXI^e siècle*, Paris, Ed. du Seuil, 2008, 380 p.

Fig. 3 : Une image contemporaine (avril 2008) illustrative des techniques mises en œuvre à titre de précaution : un hydroglisseur casse de manière préventive la glace des fleuves et rivières au Canada pour éviter les inondations lors de la fonte. (Photo François Walter)

le glacier a fortement reculé. Peu lui importe que les glaciers connaissent depuis toujours des fluctuations naturelles.

Partant, la question qui intéresse les sciences sociales, c'est de savoir pourquoi l'opinion est prête à entendre un discours à un certain moment et pas à un autre. Chez les intellectuels, il y a souvent le vieux réflexe de la pensée soixante-huitarde du soupçon, l'idée qu'il y a manipulation, qu'un complot se trame quelque part, chez les politiques et les puissants de l'économie. Je suis parfois enclin à céder à cette tentation simpliste. Je me souviens par exemple d'un dessin de presse du début des années 70, à propos de la pollution. On voyait une image qui montrait une usine rejetant des fumées toxiques en URSS avec des « camarades » désemparés. À côté, une autre usine dans le monde capitaliste avec deux « bourgeois » ravis d'avoir trouvé la bonne solution : vendre des masques à gaz ! On mettait en avant non des remèdes à la pollution, mais un commerce profitant de cette situation. Cela m'est resté, car il faut bien admettre que les situations de crise ne sont pas perdues pour tout le monde et génèrent toujours de nouveaux besoins, et donc de nouveaux marchés. Aujourd'hui, il est évident pour chacun que le besoin de sécurité environnementale est un énorme business.

Vous pouvez proposer les analyses les plus pertinentes qui soient sans que personne ne vous écoute, puis, brusquement, à un certain moment, l'opinion est mûre. L'indice le plus clair de ce processus est le moment où les politiques comprennent l'enjeu, se l'approprient. L'économie est ensuite très réactive avec la valorisation de tout de sorte d'opportunités, même les plus décriées auparavant, et tout s'enchaîne.

Tous les problèmes ne sont pas résolus par ce diagnostic de l'usage social, qui paraît un peu mécanique, les choses étant sans doute plus complexes. Pour l'historien, il est très difficile de donner des explications simples à des phénomènes en devenir.

Pour la petite histoire, on m'a rapporté que certains opposants au projet Hydro-Rhône avaient mentionné l'un de mes articles¹² lors d'une assemblée publique en argumentant qu'un expert avait critiqué le concept de nouvelle correction du fleuve. Evidemment, dans l'article en question, je n'ai jamais prétendu cela, mais simplement montré que des solutions techniques présentées comme les meilleures au siècle passé pouvaient par la suite être considérées comme erronées et caduques. L'historien est toujours attentif aux contextes de légitimation des solutions techniques et des arguments qui les accompagnent. L'histoire nous enseigne à nous montrer très humble face à des solutions techniques présentées comme absolues à un certain moment, alors que manifestement elles susciteront un regard critique dans l'avenir.

Cette proposition est difficile à faire comprendre aux praticiens. Pour faire du projet, il faut si possible croire à ce qu'on entreprend. Si l'on se met à la place du praticien, on ne peut pas toujours relativiser et se dire qu'aujourd'hui je propose tel tracé ou telle solution et qu'évidemment, dans dix ans, cette proposition sera remise en cause. L'essentiel dans l'action est pour le moins d'être convaincu que le choix de décideur que vous proposez est le bon choix par rapport à d'autres choix possibles. C'est toute la difficulté des incertitudes qu'implique aujourd'hui la doctrine (ou l'idéologie) de la précaution.

Q. : Le choix d'une solution technique pour aménager le territoire dépendrait donc du contexte dans lequel elle est évaluée ?

F. W. : L'histoire montre qu'il y a des allers et retours de solutions techniques. On préconise aujourd'hui les trams dans les villes, alors qu'il y a quelques décennies, on les a démantelés. Celles qui ont le mieux résolu le problème du trafic les ont au contraire développés, voyez Zurich ou Bâle. On peut sourire en comparaison du manque de perspicacité des édiles genevois et de leur rêve démesuré d'une grande métropole à l'américaine dans les années 1960-70. Au fond, les choses ne sont pas si simples. Il s'agit de comprendre pourquoi dans la société d'une époque donnée, on a investi avec bonne foi dans une direction et pas dans une autre. On ne peut pas dire que les protagonistes se soient trompés. Simplement, les paramètres

¹² FRANÇOIS WALTER, « Cours d'eau et paysage dans l'histoire », in NICOLAS CRISPINI, *Flumen : cours d'eau et rives du bassin genevois*, Genève, Editions Slatkine, 2006, pp. 13-26



Fig. 4 : Abraham-Louis-Rodolphe Ducros, « Eruption du Vésuve et naufrage » (vers 1798), aquarelle (104,5 x 73cm), Musée cantonal des Beaux-Arts, Lausanne. Un tableau qui illustre la fascination pour les catastrophes par son esthétisation. La peinture dès le XVIII^e siècle et plus tard, au XX^e siècle, le cinéma assurent la médiatisation de ce goût ambigu pour le désastre dans un processus cathartique qui permet au spectateur de se valoriser (parce qu'il échappe forcément à la catastrophe fictive). (Photo MCBA, Jean-Claude Ducret)



4

qu'ils avaient à leur disposition pour faire leur diagnostic ont été corrigés par la suite. Les modèles que l'on a retenus pour modéliser l'évolution n'étaient pas les bons.

Autrement dit, l'histoire est là pour remettre les choses à plat, avec beaucoup de tolérance pour ce qu'ont entrepris les générations passées, et le refus du jugement et de la condamnation. L'historien travaille sur indices, comme un inspecteur, mais se refuse au jugement. D'où le débat actuel sur les lois mémorielles qui pointent l'absurdité d'appliquer rétroactivement des principes d'aujourd'hui à des événements du passé (comme dans le cas récent de la réhabilitation proposée d'une sorcière brûlée au XVIII^e siècle dans le canton de Fribourg !). Ce choix épistémologique vous oblige à rester lucide quant à la durabilité des convictions que l'on a présentement, que tel ou tel diagnostic social est le bon, que telle ou telle technique restera longtemps la plus performante. Les experts se montrent toujours convaincus que les choses sont « sous contrôle », comme ils disent, superbe expression magnifiquement présomptueuse. Il faudrait dire sous contrôle momentanément, dans l'état social actuel, compte tenu des enjeux du temps et des connaissances qui sont à notre disposition.

L'historien est un relativiste. Plus précisément, il est à la fois constructiviste et relativiste. Il analyse les représentations et les idéologies comme des constructions intellectuelles mais en même temps, ce n'est jamais définitif, ce n'est jamais totalement abouti. L'histoire continue et il faut tout remettre à plat, périodiquement. Très concrètement, cela signifie aussi que les catégories de pensée, les sciences et les professionnels qui les portent, peuvent avoir le vent en poupe à un moment donné (tels les paléoclimatologues aujourd'hui ou les physiciens au siècle passé) mais seront inévitablement relayés par d'autres sous d'autres contextes sociaux.

Ainsi, dans l'histoire du territoire, on saisit bien qui a eu légitimité à produire le discours sur la ville aux différentes époques, quelles sont les conceptions de la ville à tel moment de l'histoire. On voit se succéder des paradigmes scientifiques changeants. Pour prendre des exemples simples, au XVIII^e et au début du XIX^e siècle, c'est le corps médical qui a eu voix au chapitre pour proposer le diagnostic urbain. Aujourd'hui, ce ne sont pas les médecins que l'on va consulter même si la ville est malade, souffrante des ingénieurs, urbanistes et architectes qui l'ont gérée dans les années 1960-1970 ! Vous voyez pourquoi il convient d'adopter la posture du réalisme restreint !

Dernière chose sur ce point, cette conception relativiste vous amène à admettre que les spécialistes des disciplines techniques n'ont pas le monopole du savoir sur la ville ou le territoire. Mais que d'autres, comme les artistes ou les représentants des

sciences sociales, ne sont pas suffisamment écoutés quand on fait du projet. Ils auraient eux aussi une légitimité à participer, mais les rapports de force dans notre société font que, si l'on veut édifier quelque chose, on pense d'abord à la technique et pas à d'autres types de regard. Or, la connaissance artistique a souvent une valeur prémonitrice de première importance. Sans parler de l'histoire... et des historiens.

T. : Dans l'un de vos articles, vous aviez pointé qu'en matière d'aménagement du territoire, on pratique ce que vous appelez « l'élevage d'experts ». Est-ce que l'on pourrait dire que la figure de l'expert est le contraire de celle de l'historien ?

F. W. : On sait très bien que le choix des experts est toujours déterminant pour légitimer la solution que l'on vise. Le public imagine, selon une doxa largement diffusée, que les sciences détiennent la vérité, que les experts savent, que s'il y a un problème, il faut les consulter, car ils ont autorité sur la solution à mettre en œuvre. Nous vivons dans une société très positiviste de ce point de vue, confortés par la conviction qu'il y a des spécialistes qui savent, tout simplement parce que le commun des mortels n'a pas les connaissances nécessaires pour se faire une opinion réfléchie sur des problèmes

Fig. 5 : Pierre Brauchli, « Turmbau zu Babel » (1978), impression offset (68 x 48cm), Seedamm Kulturzentrum Pfäffikon SZ, Sammlung Moderne Kunst, Stiftung Charles und Agnes Vögele. Il s'agit d'une affiche pour une votation concernant le contrôle démocratique du nucléaire. L'association d'une tour de refroidissement avec la tour de Babel de Brueghel illustre la perception inquiète de ce risque nouveau qu'est l'énergie nucléaire, une obsession des années 1980 qui craint les dérapages de la technique. Tchernobyl leur a donné raison. (© Seedamm Kulturzentrum Pfäffikon)

comme l'effet de serre, par exemple. Donc on est amené à croire les experts ; il y a une sur-valorisation du discours des experts. Mais en même temps, les experts, ils vivent de ça. Le grand expert, aujourd'hui, c'est le paléoclimatologue. Les crédits de recherche dans ce domaine ont explosé, le nombre de postes également. L'histoire du climat, c'est porteur. Autrement dit, les scientifiques qui reçoivent des postes ou des fonds pour leur recherche ne vont pas venir tout à coup vous expliquer que le réchauffement climatique, ce n'est pas très sérieux. L'expert, par conséquent, est engagé dans une voie à sens unique, c'est dans ce sens que je parle de l'élevage des experts. C'est une catégorie qui se reproduit à l'identique ou qu'on clone. Et notre société n'a pas suffisamment de distance critique par rapport à ces mécanismes, qui sont tout de même assez pervers dans la mesure où plus on multiplie les experts climatiques, plus on va parler du réchauffement climatique.

En même temps que je vous dis cela, je suis un peu embarrasé, parce que je n'ai pas les moyens de dire jusqu'où ils sont vraisemblables, tous ces scénarios apocalyptiques que nous entendons. Certains pensent que je mets en doute le réchauffement climatique. Non, au contraire, tout m'incline

à penser qu'évidemment c'est très sérieux et très inquiétant. Je reconnais seulement que je n'ai pas les moyens intellectuels de me prononcer sur le fond de la question. Je répète aussi qu'il faut faire attention, qu'il convient de garder la mesure parce que ces scénarios sont des hypothèses et pas des vérités absolues. On trompe le public avec le titre d'un film comme celui de « l'ex-futur-président » Al Gore, *La vérité qui dérange*. Ce n'est pas la vérité qui dérange mais l'incertitude des scénarios catastrophistes ! Sachons rester critiques pour décrypter les mécanismes. Se demander pourquoi diable on est aujourd'hui obsédé par ce dossier et qui a intérêt à l'hystérie climatique. Voilà où réside la fonction réflexive des sciences sociales, leur mission civique.

On sait combien on a parfois exagéré, comment on a pu se tromper. En Suisse, le plus bel exemple, a été le « Waldsterben », la mort des forêts. Il suffit d'observer combien de postes ont été créés au début des années 1980 à l'Office fédéral des forêts, à Birmensdorf. C'est par dizaines que l'on a créé des postes d'ingénieur forestier avec des programmes de recherche, et qu'en reste-il aujourd'hui ? On s'est complètement planté sur ce dossier. Mais le mécanisme qui s'emballe est très instructif. La mort des forêts a déjà donné ce qu'on rejoue maintenant en direct avec le réchauffement climatique. Il y a eu sensibilisation de l'opinion, les gens ont été rapidement convaincus et ils ont vu partout les arbres dépérir. Je me souviens du boulevard de Pérolles à Fribourg, avec des bulletins de santé affichés sur les troncs des platanes. On poussait l'anthropomorphisation à l'extrême, comme s'il s'agissait de corps malades. Certains se sont demandé à l'époque quels étaient les intérêts financiers en jeu. On a dit que l'alerte a coïncidé avec l'arrivée des voitures catalysées, par exemple. Le rapprochement me semble évidemment symptomatique. Le plomb a été supprimé dans l'essence, ce qui est certainement une bonne chose, on a équipé les voitures de catalyseurs. Et le soufflé est retombé. Personne n'a pris la peine de nous expliquer que la forêt a aussi des rythmes naturels qui expliquent que, de temps en temps, elle peut aller fort mal.

Comment cela va-t-il se passer avec le réchauffement climatique ? Personne n'est capable de l'imaginer, et le risque est sans doute d'une autre ampleur. L'une des raisons des inquiétudes et des incertitudes de la période contemporaine, c'est que tout est devenu global, le risque n'est pas vraiment ciblé. Avec les forêts ou d'autres alertes environnementales limitées dans l'espace, on pouvait circonscrire les dangers. Maintenant, le risque est partout. Ce sentiment de globalisation du risque et de l'incertitude est sans doute l'une des spécificités de notre époque.



5

La vache folle en a été un exemple frappant. N'a-t-on pas entendu sur les plateaux de télévision des scientifiques de haut niveau qui prédisaient gravement des centaines de milliers de victimes pour le début du XXI^e siècle ? Or, aujourd'hui ce danger est éclipsé par d'autres. L'épidémie a fait moins de deux cents victimes. C'est sans doute déjà trop, mais elle a été circonscrite, apparemment.

La médiatisation joue un rôle fondamental dans ce processus. Aujourd'hui, les journaux relaient toutes les catastrophes, alors qu'il y a vingt ou trente ans, un tremblement de terre pouvait ne faire que quelques lignes. Les gens ont l'impression qu'il y en a davantage, ce qui n'est pas forcément démontré. C'est parce que les accidents et calamités naturelles se trouvent mieux médiatisés, que les assurances s'en occupent puisque les populations sont plus systématiquement assurées, l'administration produisant de son côté des statistiques. Vous savez que le risque est une notion quantifiable et probabilisable. S'il n'y a pas de statistiques, il n'y a pas de risque. A ce moment, les choses se compliquent. Curieusement, nous savons fort bien que le risque d'avoir un accident de voiture est infiniment plus élevé que celui de vivre un nouveau Tchernobyl ! Or, qui d'entre nous souhaiterait résider à proximité d'une centrale alors que nous montons sans crainte chaque jour dans une automobile !

T. : Ce qui pose la question de l'acceptation sociale du risque. Par exemple, la route fait 1 800 000 morts par an dans le monde, mais la population la ressent-elle comme un risque ?

F. W. : Tout se ramène à la question de savoir quel est le type de discours que l'on est prêt à écouter. Sur quoi l'opinion est-elle disposée à s'émouvoir et à s'alarmer ? Il y a des choses qui préoccupent à un moment donné, et qui ne préoccupent plus cinquante ans après, comme le démontre l'examen des grandes peurs collectives. Il est évident que la peur de la guerre n'est plus une peur très actuelle, du moins en Europe. Mais au début des années 1950, tout le monde était obsédé par la crainte de voir éclater une troisième guerre mondiale. Sans doute y avait-il véritablement plus de risques qu'elle éclate à ce moment-là plutôt qu'aujourd'hui. En même temps, on s'aperçoit que les sociétés ont les peurs qu'elles se fabriquent. La peur de voyager en chemin de fer était évidemment plus forte au XIX^e siècle qu'aujourd'hui. Je pense que chaque époque se fabrique un certain nombre de peurs, comme elle s'invente des représentations de toutes sortes, des paysages et des territoires d'identité.

T. : Comment expliquez-vous que le territoire soit aujourd'hui un thème qui passionne l'opinion, comme en témoignent le

succès d'une émission de radio comme « Les urbanités » ou le débat au sujet du nouveau musée cantonal des Beaux-Arts ?

F. W. : C'est toujours étonnant de voir pourquoi ces thèmes sont porteurs. Je suis convaincu que le territoire est la grande question aujourd'hui. Surtout parce que le territoire est une notion englobante, tout est dans le territoire.

L'avantage du territoire par rapport à d'autres concepts spatiaux qui sont apparemment proches, comme l'environnement, ou le paysage, est qu'il inclut différentes dimensions. Une dimension de pouvoir, car un territoire met en mouvement des mécanismes d'appropriation, des enjeux de domination et des rapports de force. En même temps, le territoire est quelque chose qui apparaît comme délimité, puisqu'on peut lui fixer des bornes, des frontières, ce qui le rend saisissable. Sur le territoire, vous pouvez enfin projeter des valeurs. La culture et les représentations s'y trouvent associées. Le territoire sécrète le lien social, la communauté. Dès lors, inévitablement, le citoyen se sent concerné, il y est associé. Il ne souffre pas cette exclusion immédiate que suggèrent le savoir et ses corps constitués qui génèrent la ségrégation entre ceux qui en sont et les autres. Au contraire, on est soi-même dans le territoire, on en est partie prenante. Le territoire suppose l'existence d'une communauté. Il est donc plus directement socialisé que l'environnement. Il y a un besoin de territoire parce que nos contemporains ont été sevrés de territoire, parce qu'abrutis d'espace.

L'espace, ce sont les flux, la circulation des biens et des personnes, la globalisation et la mondialisation. On n'a parlé que de cela pendant des décennies en contribuant à déterritorialiser le lien social. En réaction, on est aujourd'hui à nouveau séduit par le territoire et ses échelles régionales ou locales. Même l'Union européenne qui est une prodigieuse machine à produire de l'espace homogène vient de rédiger un *Livre vert sur la cohésion territoriale*, avec pour objectif de valoriser la diversité territoriale !

Le concept a donc beaucoup d'avenir. Ce désir de territoire explique aussi pourquoi une émission comme *Les urbanités* est très suivie. Les auditeurs se sentent en proximité mais intelligemment, avec une dimension participative importante sur des objets concrets touchant au cadre de vie. Ici le débat peut être générateur de nouvelles certitudes. Au fond, le territoire est un vrai projet positif pour la société de demain. Le seul peut-être dans la morosité de crise où nous nous enfonçons.

François Walter, dr histoire, directeur de l'Unité d'histoire nationale
Faculté des lettres, Département d'histoire générale
Uni Bastions, 5 rue De-Candolle, CH – 1211 Genève 4

Propos recueillis par Francesco Della Casa et Anna Hohler